



Lettre n°36 du 1^{er} décembre 2017

Au sommaire :

- **Une nouvelle séquence commence...** - Yvan Lemaitre
- **Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde** - Bruno Bajou

Une nouvelle séquence commence...

La journée d'action du 16 novembre contre les ordonnances et les nouvelles attaques annoncées par Macron en particulier contre la jeunesse scolarisée marque la fin d'une première étape de la mobilisation contre ce gouvernement et ses commanditaires, les grands patrons et les riches.

La fin d'une étape, la perte d'une bataille ne signifie pas avoir perdu la guerre, même si Macron peut penser avoir les mains libres pour poursuivre son offensive contre le monde du travail. Ce n'était qu'un début, mais pour préparer l'étape d'après il est nécessaire de tirer les leçons et les conclusions qui s'imposent, de les tirer collectivement à travers les discussions avec les collègues, dans nos syndicats, avec les militants les plus engagés dans la lutte, les plus combattifs. Sortir de l'impasse dans laquelle les directions syndicales ont conduit la mobilisation ne peut se faire par l'incantation à l'unité ou à la grève générale. Cela nécessite de combattre la collaboration de classe permanente dans laquelle sont engagées les directions des confédérations syndicales à travers le dialogue social pour mener une politique n'ayant d'autre objectif que la défense des intérêts des travailleurs, des jeunes, des classes populaires.

Cette politique n'est pas écrite, ne peut se résumer à des formules ou à l'activisme volontariste, elle se discute et s'écrit en fonction du niveau de conscience, d'organisation, de mobilisation de la classe ouvrière. Elle est indissociable d'une stratégie de construction d'un parti des travailleurs.

Mettre les luttes en perspectives...

Les espoirs soulevés par la mobilisation du printemps 2016 ont cédé le terrain aux déceptions engendrées par l'échec du mouvement de la rentrée dans un contexte où l'offensive sociale et idéologique de la bourgeoisie semble anéantir la gauche syndicale et politique. Cette dernière,

prise aux pièges de ses propres illusions, voit le sol se dérober sous ses pieds.

Dans la première lettre de *Démocratie révolutionnaire*, en juin 2016, nous écrivions à propos du mouvement du printemps : « *Il est un moment de rupture. A travers lui se confrontent le passé et l'avenir. Une nouvelle génération s'engage dans la lutte sociale et politique alors qu'une large fraction du monde du travail se libère de la démolition engendrée par la politique du PS, l'impuissance de feu le Front de gauche et la politique du dialogue social des directions syndicales.*

Offrir aux uns et aux autres un cadre politique, militant, ouvert et démocratique pour intervenir dans les luttes de classe, s'appropriier les idées de l'émancipation, le socialisme et le communisme révolutionnaire, participer à la perspective de la transformation révolutionnaire de la société, est une nécessité militante. »

Nous militons pour que la campagne présidentielle autour de Philippe Poutou comme l'ensemble des activités et interventions du NPA portent et développent cette perspective. Cette tâche est plus que jamais d'actualité. La campagne de Philippe, l'ouvrier candidat, y a largement contribué. Mais, force est de constater qu'aujourd'hui le NPA semble dépassé par son propre succès, par la sympathie rencontrée par Philippe, par le contenu social et politique de cette sympathie, par la rupture avec la gauche qu'elle exprimait dans la continuité du mouvement.

Tout au long du mouvement, à défaut de formuler, de mettre en œuvre, avec ses modestes forces, une politique s'adressant à l'ensemble des travailleurs sans craindre d'intervenir sous notre propre drapeau, le NPA s'est limité à l'incantation à l'unité faisant du « tout unitaire » la clé de la situation. Il a dilué ainsi sa propre politique au lieu de tirer les leçons de l'écho de la campagne de Philippe, affirmer ses propres idées. A l'opposé, nos camarades engagés dans l'animation du Front social, s'ils ont permis

l'expression de la contestation de la politique des directions syndicales, restent sur le terrain syndical où ils se posent en direction de rechange, eux aussi prisonniers du mythe de l'unité, sans offrir de perspectives politiques à «l'avant-garde large» à laquelle ils s'adressent.

Ces deux orientations ne répondent pas aux besoins de la fraction des travailleurs la plus mobilisée et la plus combative. Elles ont en commun de chercher des raccourcis alors qu'au cœur de la discussion sur les voies et moyens de préparer la suite, il y a la question de la nécessité d'un parti des travailleurs capable de formuler et de mettre en œuvre une politique pour la classe ouvrière loin de toute illusion institutionnelle ou dans le dialogue social. Il n'y a pas de raccourci.

Encore et à nouveau, la question du parti

Ces deux politiques expriment la même difficulté à assumer ce qui a fait le succès de la campagne de Philippe, le candidat ouvrier, la sympathie qu'elle a rencontrée dans un large public ouvrier et populaire et la contradiction entre cette sympathie et la difficulté de la direction du NPA à penser, élaborer une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Œuvrer à surmonter cette difficulté, c'est se donner les moyens de développer la construction du NPA au sein du monde du travail en prenant appui sur les acquis de la campagne de Philippe et les possibilités nouvelles qu'elle nous a ouvertes, s'adresser à l'ensemble des travailleurs. C'est faire de la construction d'un parti des travailleurs notre priorité, être capable de créer nos propres cadres militants et ne pas dépendre des cadres unitaires ou syndicaux pour exister.

Cette question de la construction d'un parti des travailleurs ne se pose plus dans les mêmes termes qu'en 1997 après qu'Arlette Laguiller en avait lancé la perspective. Alors, les camarades à l'origine de notre courant avaient été exclus de LO pour avoir voulu donner à cet appel un contenu concret et militant au moment où la direction de LO le remettait dans sa poche.

Nous pensions qu'il était nécessaire à ce moment-là de continuer de défendre cette perspective et, pour aller dans ce sens, de construire un cadre militant ouvert aux nouvelles générations qui regardaient vers les révolutionnaires et à celles et ceux qui rompaient avec la gauche gouvernementale, en particulier proches ou membres du PC. Cette démarche s'appuyait sur les résultats d'Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995 et le mouvement de novembre-décembre. Elle s'inscrivait dans une politique d'unité des révolutionnaires, le parti d'Arlette et d'Alain, disions-nous après qu'aux élections européennes de 1999, LO et la LCR avaient obtenu 5 élus au parlement européen.

Depuis, les rapports de force se sont dégradés, ni la LCR ni LO n'ont réussi à transcrire sur le plan organisationnel l'influence que le mouvement trotskyste avait réussi à conquérir dans les années 2000, en particulier au lendemain de la présidentielle de 2002 où elles avaient recueilli ensemble plus de 10% des voix.

Pour nous, le projet du NPA représentait une tentative de dépasser cet échec. Même si cela restait un compromis puisque les questions de stratégie et de programme étaient alors renvoyées à plus tard, un plus tard qui n'est toujours pas advenu...

Les deux campagnes d'Olivier de 2002 et 2007, le choix de fonder le NPA fait par une majorité à laquelle nous avons participé, étaient un pas vers la rupture avec la politique des partis larges, auparavant défendue par la LCR, pour engager un processus pour la construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, largement ouvert aux travailleurs.

En 2012, sous l'effet de la naissance du Parti de gauche puis du Front de gauche l'équipe dirigeante qui avait lancé le NPA le quittait, dépassée par la dynamique qu'elle croyait maîtriser.

Les deux campagnes de Philippe, 2012 et 2017, ont renforcé les évolutions positives malgré un affaiblissement du NPA dû au fait que bien des militants, venus de l'ancienne LCR, n'assument pas ces évolutions qui consistent à affirmer le caractère ouvrier du parti en rupture avec « les recompositions à gauche ». La contradiction de fond entre la tradition politique de cette dernière et ce qu'ensemble nous avons construit, la réalité de ce qu'était devenu le NPA, a eu un effet désorganisateur. Cette question n'est malheureusement pas réellement tranchée. Les difficultés du contexte politique actuel conduit une fraction des camarades du NPA à se raccrocher à la « politique unitaire » à défaut d'imaginer une autre réponse. D'où l'urgence de surmonter cette contradiction inscrite dans une histoire dépassée afin de nous donner les moyens de fonder une nouvelle cohérence pour le NPA comme instrument de la construction d'un parti des travailleurs.

Tourner résolument la page, recentrer le NPA

Alors que s'approche la commémoration des cinquante ans de Mai 68, on voit bien que l'impulsion donnée par les révolutions et révoltes des années 60 et 70 dans la continuité de 1917 a épuisé ses forces au point que Macron ose organiser la farce de sa commémoration pour mieux tenter d'enterrer nos combats ! Une nouvelle époque a commencé.

Durant la période écoulée, la politique menée par DR se nourrissait d'une longue histoire de combat pour l'unité des révolutionnaires entre la LCR et LO. Cette dynamique a elle aussi épuisé ses forces. L'évolution de LO, repliée sur elle-même, les rapports de force entre LO et nous, le NPA tel qu'il est aujourd'hui, la rendent dans l'immédiat bien peu crédible même si elle demeure une nécessité. Aller plus loin dans le rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires nécessite d'enrayer l'évolution actuelle du NPA, de relancer sa construction.

Le mouvement trotskyste s'est en réalité toujours pensé comme « une opposition de gauche » au stalinisme et à la social-démocratie. L'un et l'autre ont disparu ou se survivent à travers des fantômes d'eux-mêmes mais le mouvement révolutionnaire n'a pas réussi à se penser et à

s'affirmer par lui-même comme parti, une occasion a été manquée.

Pourtant, nous avons conquis des positions, des leaders ouvriers d'extrême-gauche comme Philippe Poutou, Jean Pierre Mercier, Olivier Besancenot et bien d'autres localement ont gagné un large crédit. Mais nous n'apparaissions pas comme un parti crédible représentant politiquement le monde du travail. Pourtant les bases et les possibilités objectives existent. Y parvenir, rassembler les forces des anticapitalistes et des révolutionnaires passe par des évolutions politiques profondes pour formuler une politique d'indépendance de classe, une culture politique de parti ouvert sur le monde du travail, construire un cadre militant, démocratique et révolutionnaire, où puissent s'unir nos forces tout en gardant leur pleine capacité d'initiative dans le respect et la solidarité de classe et politique.

Dans cette perspective, le NPA a un rôle déterminant à jouer à condition qu'il soit capable de dépasser la contra-

diction qui le mine entre l'image et le profil qu'il a acquis au sein du monde du travail et sa politique.

Cela veut dire élaborer, formuler une orientation qui rompt avec les survivances de la politique « des partis larges », « *la nouvelle représentation politique des classes exploitées* » et la politique unitaire comme réponse à tout, pour une politique de classe, démocratique, révolutionnaire, internationaliste s'adressant à l'ensemble des travailleurs.

Il s'agit de réarmer le parti politiquement et organisationnellement en discutant collectivement pour mieux appréhender la période dans laquelle nous sommes, les tâches des révolutionnaires, le débat stratégique et programmatique, tout en développant l'intervention politique dans les entreprises et l'agitation et la propagande marxistes, socialistes et communistes, notre travail d'organisation dans la jeunesse, intellectuelle et ouvrière.

Yvan Lemaitre

Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde

En marge de ce non-événement qu'a constitué la COP23, un appel signé par 15 000 scientifiques issus de 184 pays, largement repris dans les médias, a lancé une alerte solennelle sur l'état de la planète. Cet appel souligne que depuis 25 ans la situation n'a fait qu'empirer à l'échelle mondiale : réchauffement climatique, montée du niveau des océans, effondrement de la biodiversité, pollution chimique de l'eau douce et des océans, déforestation... Face à l'impuissance des responsables politiques, les signataires en appellent à un sursaut des citoyens mais le fond des mesures proposées relève plus de préjugés voire d'une escroquerie que de la science. « *Nous mettons en péril notre avenir en refusant (...) de prendre conscience que la croissance démographique rapide et continue est l'un des principaux facteurs des menaces environnementales et même sociétales.* » peut-on lire dans cet appel et même : « *Il est également temps de réexaminer nos comportements individuels, y compris en limitant notre propre reproduction (l'idéal étant de s'en tenir au maximum au niveau de renouvellement de la population) et en diminuant drastiquement notre consommation par tête de combustibles fossiles, de viande et d'autres ressources.* »

Cela participe du mensonge qui prétend que la crise écologique serait la conséquence d'une croissance démographique, économique et technologique indifférenciée d'une humanité abstraite, en masquant la réalité des rapports d'exploitation, d'oppression, de pillage qu'une minorité impose à la grande majorité de la population. C'est l'éternel retour des raisonnements malthusiens... masquer la responsabilité des classes dominantes en rendant les plus pauvres coupables de leur sort.

Que ce soit par cynisme, aveuglement ou simplement préjugés sociaux, cela revient à soigneusement éviter de lier la crise écologique à la critique du capitalisme, de la propriété privée, de l'économie de marché, du pouvoir et de la richesse des classes dominantes, tout en prônant la sobriété aux populations.

Si l'origine humaine de la crise écologique ne fait plus aujourd'hui de doute, il faut en chercher les causes dans ce qui caractérise l'humanité actuelle, c'est-à-dire dans les rapports sociaux de classes qui structurent la société capitaliste et sont le moteur de son histoire.

La crise actuelle est le résultat d'une histoire bien concrète, celle de l'émergence et du développement du mode de production capitaliste. Avec la mondialisation, le capitalisme a généralisé à l'échelle de toute la planète, les contradictions qu'il portait en lui dès son origine, entraînant une crise globalisée dont la crise écologique est un des aspects. C'est cette course en avant perpétuelle sans autre but que l'accumulation du *Capital* qui font que, comme Marx l'écrivait, le capitalisme ne peut se développer « *qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.* »

Le caractère insoluble de la crise environnementale dans le cadre du capitalisme donne à la question écologique son caractère potentiellement révolutionnaire, à condition de ne pas en faire un problème à part mais de l'intégrer pleinement à notre critique du capitalisme... à la lutte des classes. Elle est en cela un levier pour aider à reconstruire une conscience de classe.

Une crise écologique conséquence de la mondialisation capitaliste

Entre climato-scepticisme et malthusianisme, offensive réactionnaire des classes dominantes

Face à la gravité de la crise écologique, la bourgeoisie et ses représentants font étalage non seulement de leur irresponsabilité, de leur impuissance mais aussi d'idées fondamentalement réactionnaires.

Les climatosceptiques comme Trump qui en viennent à nier les faits scientifiques eux-mêmes, sont l'expression de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, celle notamment liée aux multinationales du charbon et du pétrole qui n'a pas renoncé au pactole des réserves d'énergies fossiles encore non exploitées qu'elle possède à travers le monde. Comme le résume avec une clarté exemplaire Rex Tillerson, ex- PDG d'ExxonMobil, une des plus puissantes multinationales actuelles, « *Ma philosophie c'est de gagner de l'argent. Si je peux forer et gagner de l'argent, alors c'est ce que je veux faire* », Dans le *Capital*, Marx écrivait « *Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société* » et, pourrait-on ajouter, il s'inquiète encore moins des dégâts sur l'environnement...

Mais au cynisme réactionnaire et stupide des climatosceptiques répond un mensonge éclairé mais teinté de malthusianisme qui n'est pas moins réactionnaire et qui est désormais repris en boucle par les chefs d'États, les grandes entreprises du capitalisme vert, les grandes ONG environnementales voire certains milieux scientifiques. La première cause de dégradation de l'environnement serait le nombre d'habitants sur la planète.

Pointer la croissance démographique revient en réalité à rendre les populations les plus pauvres responsables de la crise écologique. En effet le rythme de croissance démographique, très inégal à l'échelle du monde, est lié au niveau de vie des populations : faible voire en recul dans la plupart des pays riches mais encore très fort dans les pays les plus pauvres.

C'est un mensonge d'autant plus cynique que ce qui caractérise la situation actuelle, ce n'est pas tant la surpopulation que les effroyables inégalités qui déchirent toute la population mondiale. « L'humanité » est une généralisation bien commode pour faire disparaître la réalité de ces inégalités sociales mais bien insuffisante pour comprendre les enjeux de la crise actuelle.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes... Les 1 % d'habitants les plus riches de la planète possèdent autant que les 99 % autres. C'est une réalité qui a des conséquences y compris sur les questions écologiques. Ainsi les 10 % des habitants les plus riches sont responsables de 50 % des émissions mondiales de CO2 en cause dans le réchauffement climatique, alors que les 50 % les plus pauvres ne représentent que 10 % de ces émissions. Depuis quelques décennies, c'est justement dans les pays riches à croissance démographique

faible que les émissions augmentent le plus, et dans les pays pauvres à forte croissance démographique qu'elles augmentent le moins. Pour 1/6 de la population mondiale, la plus pauvre, les émissions de CO2 sont tout simplement proches de 0. Selon le lieu où l'on vit, le rapport de consommation d'énergie moderne peut varier dans un rapport de 1 à plus de 2000. En clair non seulement les habitants les plus pauvres de la planète sont les moins responsables du changement climatique, mais ils sont en général les plus vulnérables face à ses conséquences et les moins préparés pour l'affronter.

Ne poser le problème qu'en termes démographiques revient aussi à mettre tout le monde sur un même plan, de la bourgeoisie dont les intérêts déterminent toute l'organisation de la production mondiale, aux salariés consommateurs qui en subissent l'exploitation et les conséquences sur leur environnement. Si 90 compagnies d'extraction des combustibles fossiles sont responsables de 63 % des émissions cumulées de CO2 et de méthane entre 1751 et 2010, ce sont bien les dirigeants de ces compagnies et leur système qui en portent la responsabilité, pas leurs salariés ni même les consommateurs qui achètent leurs marchandises.

Les préjugés de l'égoïsme de classe

Le danger de la croissance démographique est un mythe qui revient régulièrement face au développement des inégalités sociales. Il reflète les préjugés et l'égoïsme de classe d'une minorité de nantis, sa peur devant la menace d'une révolte des opprimés comme sa volonté de soumettre les consciences pour leur faire accepter leur sort.

Dans son Essai sur le principe de population (1798), le pasteur anglais Malthus prétendait que c'est parce que la population croît plus vite que les ressources disponibles qu'il y avait des famines en Angleterre, en clair s'il y a de la pauvreté, c'est qu'il y a trop de pauvres : « *au grand banquet de la Nature, il n'y a point de couvert pour (eux)* ». La Nature a bon dos ! A l'époque de Malthus, la population mondiale n'était encore que d'un milliard, et on ne comptait en Angleterre qu'une dizaine de millions d'habitants mais, il est vrai, un nombre croissant de pauvres, paysans expropriés, artisans ruinés par les débuts de la première révolution industrielle, obligés de rejoindre les grandes villes industrielles pour venir grossir les rangs du prolétariat. Ce n'est pas l'essor de la démographie qui a entraîné cette misère effroyable du prolétariat anglais comme d'ailleurs la pollution des villes anglaises de l'époque mais bien l'essor de la production industrielle capitaliste. C'est pour faire croître son capital que la bourgeoisie anglaise a cherché à produire toujours plus de marchandises dans ses usines pour en inonder, parfois par la force, son empire colonial puis le reste du monde. La misère du prolétariat était la conséquence de cet essor industriel et les arguments malthusiens, loin de résoudre la question sociale, n'ont servi qu'à l'aggraver en conduisant à la suppression de toutes les formes de protection et d'assistance aux pauvres.

Les mêmes préjugés réactionnaires se retrouvent dans le rapport « *Halte à la croissance* » produit par le club

de Rome en 1972. Ce nouveau regain de malthusianisme traduit la peur des classes dominantes et de leurs représentants devant la réalité de l'explosion des inégalités sociales à l'échelle mondiale à la fin des « trente glorieuses » notamment du fait d'un échange inégal entre puissances impérialistes et les pays du Tiers Monde... Et là aussi, ces préjugés ont surtout servi à la justification de mesures d'austérité dans les pays pauvres mais aussi contre la classe ouvrière des pays développés, au nom de la « *préservation des ressources* ».

Aujourd'hui dans leur version moderne, ce sont les mêmes raisonnements qui conduisent à dire que s'il y a de la pollution c'est que la population, en l'occurrence celle des pays pauvres, est trop nombreuse et qu'en plus elle deviendrait une menace avec son audace à vouloir atteindre le même niveau de développement que celui des pays capitalistes avancés...

Chercher l'origine de la crise écologique dans les contradictions du capitalisme mondialisé

L'augmentation de la population et de la consommation ne suffit pas à expliquer l'explosion de l'utilisation des énergies fossiles et donc des émissions de CO₂. Si entre 1820 et 2017, la population mondiale a été multipliée par 7,5 pour passer de 1 milliard à 7,5 milliards, les émissions de CO₂, elles, ont été multipliées par plus de 600. C'est une dynamique bien plus puissante et rapide qui est à l'œuvre, celle de la course aux profits, de l'accumulation sans fin du capital auquel toute l'économie à l'échelle du monde doit se soumettre.

Si la Chine est devenue le premier émetteur de CO₂, ce n'est pas suite à l'augmentation de sa population, ni même du fait de l'émergence d'une classe moyenne accédant aux standards de la société de consommation, mais bien parce qu'à partir des années 2000, les bourgeoisies des principaux pays capitalistes ont délocalisé une partie de leurs industries à la recherche d'une main d'œuvre bon marché, faisant de la Chine l'usine du monde et y concentrant finalement leur production industrielle... et une bonne partie de la pollution qui menace aujourd'hui d'étouffer les villes chinoises.

La crise climatique et l'incapacité du capitalisme à y faire face sont la conséquence de cette contradiction fondamentale du capitalisme décrite dès l'origine par Marx : la contradiction entre une production sociale, maintenant mondialisée et une appropriation privée qui met cette production au service d'un seul but : la course au profit.

Le capitalisme est incapable d'être le cadre d'une production rationnelle de biens matériels pour la satisfaction des besoins sociaux et encore moins d'intégrer la nécessaire préservation de l'environnement. Ce n'est pas la croissance de la production de biens matériels qui en est la cause mais la croissance capitaliste, celle du capital nourri par la course aux profits. Le véritable problème est que cette logique capitaliste qui repose sur une concurrence généralisée entre multinationales mais aussi entre travailleurs, rend le système globalement incontrôlable et irresponsable. Il est le cadre d'une lutte des classes acharnée pour

l'appropriation des richesses. Le capitalisme peut tout autant entraîner un productivisme destructeur entraînant surexploitation des salariés et ravage de l'environnement que devenir un frein à la production quand elle se heurte aux limites du marché ou quand le capital trouve d'autres sources de valorisation à travers la spéculation. Gaspillage et pénurie, production et destruction, surexploitation et chômage, accumulation de richesse et de misère sont les conséquences d'un mode de production soumis aux lois du marché et incapable d'une régulation pensée rationnellement.

Le capitalisme vert : une fuite en avant vers la financiarisation de la nature

Depuis 25 ans, l'échec des conférences sur le climat est révélateur des contradictions insolubles à travers lesquelles le capitalisme mondialisé se maintient. Ces conférences se sont tenues en parallèle des sommets internationaux qui, dans le cadre de la mondialisation, ont organisé la libéralisation du commerce et de la finance. L'échec répété des premières est directement la conséquence du succès des seconds. De fait, ce sont les intérêts des multinationales et les rivalités entre les États à leur service qui imposent le cadre des discussions sur le climat. L'irresponsabilité sociale et le cynisme de représentants des classes dominantes sont tels qu'ils ont transformé ces conférences en foire commerciale d'un capitalisme vert qui n'est qu'une fuite en avant vers la marchandisation et la financiarisation de la Nature.

Les chefs d'États, les dirigeants des multinationales comme de certaines des plus grandes ONG environnementales en font même la théorie : c'est le marché mondial qui par le jeu de la libre concurrence sera capable de tout réguler automatiquement et à moindre coût... pour cela il suffirait de donner un prix à tout, même à la pollution ou aux espèces en voie de disparition, tout devrait être transformé en marchandise voire en objet de spéculation. Les multinationales ont la mainmise sur les conférences sur le climat, c'est la finance qui pilote la soi-disant transition énergétique, avec ses méthodes : prédation contre les terres et les peuples et bulles spéculatives aux conséquences désastreuses pour l'environnement quand elles éclateront.

Les chefs d'États font de beaux discours pleins d'émotion sur l'avenir de la planète dans les conférences sur le climat et se consacrent au traitement des affaires courantes du capitalisme dans celles de l'OMC ou du G20... où les choses sérieuses, comme les prix des matières premières et des énergies fossiles, se discutent, se décident avec le plus souvent des conséquences désastreuses pour les peuples et l'environnement.

Pas de solution écologique hors de la réalité des rapports de classe

La situation actuelle n'est pas la conséquence d'un « développement humain » abstrait comme le soutiennent les défenseurs de l'Anthropocène. La crise écologique s'inscrit dans l'histoire concrète du capitalisme depuis la

révolution industrielle, à travers le colonialisme, l'impérialisme, un échange inégal, qui ont façonné le monde actuel. Il nous faut dénoncer et combattre les délires des climatosceptiques comme le mensonge cynique du mythe de la surpopulation pour faire la critique de fond du mode de production capitaliste, et aborder la crise écologique d'un point de vue de classe.

Se limiter à la critique de la société de consommation et du productivisme revient à prêter le flanc aux raisonnements malthusiens car soit notre critique des causes de la crise écologique conduit à une remise en cause de la propriété privée bourgeoise des moyens de production soit elle ne peut que s'inscrire dans une critique moralisante des consommateurs et prôner une réduction de la consommation et donc de la production comme le font les courants de la décroissance. Les « *alternatives concrètes* », la « *sobriété volontaire* » défendues par ces différents courants même pour « *révolutionner nos modes de vie* » restent sur le terrain du changement des comportements individuels qui empêche d'aller jusqu'au bout de la critique et de la lutte contre le système capitaliste.

Il est tout autant illusoire de penser que la solution viendra d'une somme d'initiatives locales ou individuelles, dont nous pouvons par ailleurs être solidaires, que d'espérer influencer ces mascarades que sont devenus les grands sommets sur le climat.

Toutes les solutions techniques « écologiques » se heurtent à la réalité sociale et politique de la société capitaliste. Elles se heurtent frontalement aux frontières nationales et aux rivalités entre États, comme elles se heurtent aux lois de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales qui se livrent à une concurrence acharnée dans un marché mondialisé avec le plus profond mépris pour les peuples et l'environnement.

Le principal obstacle pour faire face à la crise écologique c'est le capitalisme qui en est pourtant aussi le principal responsable.

La planification socialiste, contre les lois du marché, la concurrence et la propriété privée

La lutte contre le réchauffement climatique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, comme une réponse globale qui implique la réappropriation sociale de l'ensemble de l'économie, contre les intérêts de la finance, des multinationales, de la bourgeoisie. La crise écologique remet ainsi de fait la perspective du socialisme à l'ordre du jour, car cette nécessaire réorganisation de l'économie mondiale, de tout l'appareil productif comme des échanges, nécessite la mise en place d'une planification démocratique internationale de l'économie. Cette planification socialiste, communiste, est la condition pour que la rationalité indispensable pour intégrer les données de la science écologique remplace l'irrationalité des marchés et de la concurrence pour organiser l'économie mondiale.

Sur le bilan du dit « socialisme réel »

Pour le courant éco-socialiste, l'urgence de la situation devrait nous conduire à intégrer à la perspective du socia-

lisme, les apports de l'écologie politique, ce qui le conduit à concentrer ses critiques contre le productivisme en général. Son principal argument est le bilan écologique désastreux des pays dits du « socialisme réel » dont le productivisme serait en partie dû à « *l'imprégnation du mouvement révolutionnaire par les conceptions scientifiques mécanistes développées par la bourgeoisie* ».

Ce serait une erreur d'inverser les problèmes... Les politiques mises en œuvre dans ces pays ne sont pas la conséquence d'erreurs théoriques du mouvement révolutionnaire mais celle d'une rupture sanglante avec la perspective même du socialisme, de l'émancipation. Il ne s'agit pas d'erreurs d'interprétation du socialisme dont nous pourrions discuter sur le plan théorique. Le dit « socialisme réel » est le produit d'une histoire, d'une lutte des classes, de crises révolutionnaires et de leurs défaites et des reculs qu'ils ont engendrés. Échec de la vague révolutionnaire des années 20 qui a ouvert la voie à l'émergence d'une caste de bureaucrates et au stalinisme en URSS ; impasse du nationalisme dans laquelle est restée enfermée la vague des révolutions anticoloniales faute d'une politique de classe internationaliste. Staliniens ou nationalistes, ces régimes ont mené des politiques pour défendre les intérêts d'une caste de bureaucrates ou d'une petite bourgeoisie nationale avant tout contre leur peuple. Dans leur concurrence économique et politique avec les puissances impérialistes, ils ont fait des choix productivistes dont leur population a subi les conséquences. Les plans quinquennaux avec leurs objectifs absurdes et dévastateurs, les planifications bureaucratiques stalinien-nes ou des régimes nationalistes, même quand elles ont été la base d'un réel développement économique, sont une rupture avec le projet émancipateur du socialisme.

Les raisonnements campistes conduisent parfois à oublier cette réalité et à voir des prémisses de socialisme là où il n'y a eu que des régimes défendant avant tout les intérêts d'une minorité ayant parfaitement intégré les mêmes comportements sociaux, le même mépris pour les populations et l'environnement que ceux de la bourgeoisie. Faire le bilan du socialisme réel, c'est d'abord aller jusqu'au bout de la rupture avec toutes les caricatures stalinien-nes et réformistes des idées socialistes, communistes pour retrouver toute la jeunesse et la radicalité de la critique que Marx a faite du capitalisme. Cette réappropriation de la critique de Marx doit être enrichie des données scientifiques de l'écologie, ce qui est à l'opposé de son affadissement en allant sur le terrain de l'écologie politique, de la critique du productivisme et de la société de consommation, qui en retire tout contenu de classe.

Planification démocratique, condition pour une réappropriation du progrès scientifique et technique

Le mythe du danger de la croissance démographique s'accompagne le plus souvent de la remise en cause de la technique, de la science, voire de l'idée même de progrès. De même que ce n'est pas une humanité abstraite qui est responsable de la crise écologique, ce ne sont pas les progrès des sciences et des techniques qui sont responsables de la course aux profits et des ravages qu'elle entraîne.

Comme Marx le décrivait, avec le capitalisme les différentes révolutions technologiques ont permis un développement sans précédent dans l'histoire humaine des forces productives matérielles, ce qui s'est traduit par le passage de l'artisanat à la manufacture puis à la grande industrie avec laquelle se fait aujourd'hui l'essentiel de la production à l'échelle du monde. La crise écologique n'est pas la conséquence des découvertes scientifiques qui ont permis ce développement mais du fait qu'il a eu lieu sur la base de la propriété privée des moyens de production. Dans le cadre de ces rapports de propriété capitalistes, les progrès techniques ont été mis en œuvre par la bourgeoisie dans l'objectif du profit, pour augmenter l'intensité de l'exploitation et non pour alléger le travail humain. Ils ont été mis au service de l'accumulation du capital, et n'ont pu qu'entraîner la généralisation des rapports d'exploitation à l'échelle du globe au lieu de servir à libérer du travail les êtres humains.

A l'heure de la mondialisation, c'est de fait l'ensemble de la production et des échanges qui est organisé du seul point de vue de la rentabilité maximum du capital. D'où cette contradiction de plus en plus insupportable entre les possibilités ouvertes par les progrès des sciences et des techniques et la réalité sociale, une contradiction que Marx formulait ainsi : « *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure* ».

C'est la propriété privée qui entrave les possibilités ouvertes par les progrès des sciences et des techniques, ce sont ces entraves qui empêchent que ces progrès soient mis au service de l'ensemble de la société. Sortir de cette contradiction c'est remettre en cause, non la science et ses découvertes, mais les rapports de propriétés bourgeois. Car seule la réappropriation sociale de l'ensemble des moyens de production, dans le cadre d'une planification démocratique à l'échelle du monde, permettra que les progrès scientifiques et techniques soient mis au service du plus grand nombre. Cela nécessite de bouleverser toute l'organisation sociale, d'en finir avec la propriété privée bourgeoise qui permet à une minorité de s'approprier les produits du travail humain, en finir avec la logique aveugle du marché et de la mise en concurrence des salariés.

Ainsi libérées des entraves de la propriété, les découvertes scientifiques et leurs applications techniques pourront servir à réduire le temps de travail, à rendre les travaux les plus durs moins pénibles, sans souci de rentabilité et de compétitivité. C'est sur leur base que pourront être faits consciemment et démocratiquement des choix sur les sources d'énergie à utiliser, sur ce qui doit être produit, à quel endroit et de quelle manière, sur la meilleure façon de prendre en compte les impacts des activités humaines

sur notre environnement, à l'échelle locale comme de toute la planète.

Ceux qui s'inquiètent de la croissance et du productivisme agitent souvent le spectre cauchemardesque d'une « *généralisation du mode de vie américain* » à l'ensemble de la planète qui épuiserait toutes les ressources en un temps record. Mais c'est en réalité un fantasme absurde qui oublie que la richesse des États-Unis est le produit d'une histoire d'exploitation d'abord de la classe ouvrière américaine mais aussi du pillage des richesses naturelles et des peuples à travers le monde. Et c'est justement pour cela qu'il n'est pas généralisable à toute l'humanité. Au lieu d'agiter cet épouvantail, au relent malthusien, il faut se demander quel type d'organisation sociale sera capable de mieux répartir les richesses produites jusqu'à satisfaire l'ensemble des besoins des êtres humains à l'échelle du monde... tout en tenant compte de la nécessaire préservation de notre environnement terrestre. C'est le communisme, une société d'abondance, c'est-à-dire une société où toute la production sociale est organisée démocratiquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des êtres humains, libérés de l'aliénation des rapports marchands.

Un seul et même combat contre les multinationales et les États, un combat de classe...

Quel est le «sujet révolutionnaire» ?

Nous ne nous inscrivons pas dans ce que propose le courant éco-socialiste car intégrer les raisonnements de l'écologie politique, revient en réalité à poser l'enjeu du combat en dehors de la lutte des classes réelles, au nom du fait qu'il s'agirait d'une « *crise globale de la civilisation humaine* » qui appellerait un « *combat éthique* ». Au nom du productivisme réel ou supposé des organisations syndicales et politiques issues de l'histoire des luttes de la classe ouvrière, ces camarades en viennent à ne pas avoir confiance dans la capacité de la classe ouvrière à être « *le sujet révolutionnaire* ». Il ne faut pas confondre la classe ouvrière et ses organisations aujourd'hui complètement intégrées au capitalisme. La classe ouvrière est plus nombreuse et forte que jamais à l'échelle de la planète, et de par son rôle dans l'économie capitaliste mondialisée, elle reste la force sociale porteuse d'une autre organisation sociale. C'est justement pour cela qu'en rupture avec les discours dominants il est fondamental de poser la question écologique comme une question sociale et politique, inscrite dans la lutte des classes.

De multiples luttes de résistance se développent à travers le monde contre les conséquences sur l'environnement de la mondialisation capitaliste : contre de grands projets d'infrastructures ne répondant pas à de réels besoins sociaux ; contre la mainmise des multinationales sur les terres pour des projets d'extractions minières ; contre les projets du capitalisme vert qui sont en réalité avant tout des opérations spéculatives. Être solidaire et s'inscrire dans ces combats est indispensable, mais à condition de

ne pas en surestimer le poids, de ne pas croire que les luttes des peuples indigènes ou plus généralement les mouvements de résistances locales pourraient se substituer à la nécessaire lutte d'ensemble du monde du travail contre le pouvoir des multinationales et des États à leur service.

Nous nous inscrivons dans la tradition du courant socialiste révolutionnaire, communiste, en affirmant que la classe des salariés est capable de rassembler, d'unifier l'ensemble de ces combats parce qu'elle est porteuse d'une autre organisation sociale reposant sur la remise en cause de la propriété privée, pour la défense des intérêts du plus grand nombre.

Le combat écologique s'inscrit dans la lutte des classes internationaliste

Le combat écologique n'est pas une sphère autonome déglagée de la lutte des classes et c'est pour cela qu'il est plus que jamais un des enjeux du combat de la classe des salariés dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société capitaliste. Il n'y a pas de raccourci, la perspective socialiste n'est pas un espoir utopique mais une possibilité contenue dans la situation actuelle, aboutissement de toute l'histoire des sociétés humaines, de la lutte des classes.

L'écologie, en tant que science, s'inscrit dans la continuité de Darwin et Marx, de la compréhension matérialiste de l'évolution du monde vivant, de l'émergence des sociétés humaines et de leur histoire comme produit de la lutte des classes.

Les sociétés humaines ont aujourd'hui un impact sur l'ensemble de l'environnement terrestre, capable de créer les conditions de leur propre extinction. Cette situation nouvelle, inédite, oblige l'humanité à devenir un acteur conscient de sa propre histoire pour penser rationnellement sa propre organisation sociale, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles elle produit et répartit tout ce dont elle a besoin pour exister.

La question écologique est devenue une question sociale et politique car dans le cadre du développement capitaliste régi par les lois aveugles du marché, l'humanité est incapable de maîtriser les conséquences à long terme de ses activités.

Pour échapper à cette contradiction, elle doit se hisser consciemment à un niveau supérieur d'organisation sociale lui permettant d'utiliser toutes les connaissances scientifiques et techniques pour planifier démocratiquement et rationnellement la production et les échanges à l'échelle de la planète.

La question sociale et la question écologique conduisent à la même remise en cause du système capitaliste et du pouvoir des classes dominantes. Il s'agit d'un seul et même combat contre la domination par une poignée de multinationales de l'économie mondiale.

C'est un combat qui, de par les enjeux planétaires des problèmes à résoudre, ne peut avoir d'issue locale. Il pose le problème politique d'une lutte internationale, dépassant les cadres nationaux et redonnant toute son actualité aux idées internationalistes du mouvement ouvrier, socialiste, communiste ; l'idée que par-delà les frontières, l'ensemble des travailleurs ont des intérêts communs à défendre, y compris pour la protection de leur environnement de vie, et qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes car ils sont les seuls à pouvoir défendre l'intérêt général jusqu'au bout contre les égoïsmes de classe d'une minorité.

Définir clairement les enjeux de ce combat, c'est prendre conscience qu'il contient la possibilité et la nécessité d'en finir avec la propriété capitaliste pour permettre aux hommes de se réapproprier les fruits de leur travail, de sortir de la division de l'humanité en classes et ainsi de construire une société où l'humanité se réconciliera avec elle-même et la nature.

Bruno Bajou